



PORTRAIT

L'entrepreneuriat social a choisi son porte-parole

Jean-Marc Borello
Président du Mouvement
des entrepreneurs sociaux

Le fondateur du groupe SOS a pris la tête du Mouvement des entrepreneurs sociaux qui vient de se créer. L'une de ses premières tâches sera d'élaborer un label pour mieux faire connaître le secteur.

Faire entendre rapidement sa différence. C'est l'ambition du Mouvement des entrepreneurs sociaux, nouveau venu dans la galaxie patronale. Présidé par le fondateur du groupe SOS, Jean-Marc Borello, il vient de tenir ses premières rencontres nationales, en marge du Salon des entrepreneurs inauguré hier à Paris par le prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus. Une manifestation dont *La Croix* est partenaire (lire notre édition de lundi dernier).

Indéniablement, l'entrepreneuriat social bénéficie d'un courant porteur. Dans le cadre du grand emprunt, le gouvernement a d'ailleurs décidé de l'encourager, via la création d'un fonds spécifique, doté de 100 millions d'euros. « Il faut amplifier la dynamique et rendre notre action visible pour peser dans le débat public », résume Jean-Marc Borello. Pour lui, les

excès mis en exergue par la crise financière poussent en effet à s'interroger sur les modèles économiques dominants et à développer de nouvelles pratiques. L'une des premières tâches du mouvement sera d'élaborer un cahier des charges et de monter un label de l'entrepreneuriat social, dont le périmètre peut sembler encore flou. Il s'agit d'« entreprises qui créent des richesses mais qui ont décidé de les partager autrement », affirme Jean-Marc Borello, qui s'est entouré des principaux acteurs du secteur, comme Jean-Guy Henckel, le directeur du réseau Cocagne, Rémi Roux, gérant d'Ethiquable, et Hugues Sibille, directeur général délégué du Crédit coopératif, tous trois vice-présidents.

À lui seul, Jean-Marc Borello, 53 ans, illustre l'hétérogénéité du mouvement de l'entrepreneuriat social. Son parcours est peu banal, ce qui a suscité beaucoup d'interrogations dans le milieu. Educateur spécialisé de formation, il fut, en 1982, un des délégués de la mission interministérielle de lutte contre la drogue, avant de prendre quatre ans plus tard la direction du groupe de la chanteuse Régine,

composé d'hôtels, de boîtes de nuit et de restaurants. En 1996, il change radicalement de voie en se lançant dans l'économie sociale. À la prise en charge des toxicomanes et l'aide à leur réinsertion viennent se greffer peu à peu d'autres activités, où se mêlent associations, coopératives ouvrières et entreprises d'insertion.

Le groupe SOS qu'il dirige représente tout cela à la fois. Avec un chiffre d'affaires de 155 millions d'euros et 2200 salariés, il compte dix associations et onze entreprises. Son rythme de croissance (400 personnes embauchées l'an dernier) est digne d'une start-

up. SOS rassemble des crèches, des centres d'hébergement pour sans-abri et anciens toxicomanes, des boutiques de commerce équitable, un traiteur de produits bio, de la location de voitures, de la formation pour adultes et même un pôle édition. Toutes ces structures sont liées entre elles par un groupement d'intérêt économique, qui permet de mettre en commun les fonctions support (comptabilité, juridique, etc.). Une diversité qui illustre, selon son fondateur, la richesse de l'entrepreneuriat social.

JEAN-CLAUDE BOURBON

L'une des premières tâches du mouvement sera d'élaborer un cahier des charges et de monter un label.